



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Plan de Prévention des Risques Inondations de la Chiers sur le territoire de la commune de Longlaville

NOTICE DE PRÉSENTATION DE LA MODIFICATION

Annexé à l'arrêté préfectoral du
approuvant le PPRI

02 JUIN 2023

Pour le préfet
et par délégation,
Le préfet
le secrétaire général

Julien LE GOFF

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| PREAMBULE..... | 3 |
| I – CONTEXTE LÉGISLATIF..... | 3 |
| II – PRÉSENTATION DU PPRI DE LA CHIERS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LONGLAVILLE. 4 | 4 |
| 2.1 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES RISQUES..... | 4 |
| 2.2 - LES ENJEUX IDENTIFIÉS SUR LE ZONAGE ACTUEL DU PPRI..... | 5 |
| 2.2.1 - Mise en cohérence du PPRI avec la révision en cours du PLU de Longlaville..... | 5 |
| 2.2.2 - Enjeux environnementaux..... | 5 |
| 2.2.3 - Enjeux friches industrielles..... | 6 |
| III – OBJETS DE LA MODIFICATION..... | 6 |
| 3.1 - PRINCIPE DE LA MODIFICATION..... | 6 |
| 3.2 - DÉTAIL DE LA MODIFICATION..... | 7 |
| 3.2.1 - Règlement actuel de la zone R (zone de préservation)..... | 7 |
| 3.2.2 - Justification de la modification du règlement de la zone R du règlement..... | 8 |
| 3.2.3 - Règlement futur de la zone R (zone de préservation)..... | 9 |
| IV – PROCÉDURE DE MODIFICATION..... | 10 |
| 4.1 - ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE..... | 10 |
| 4.2 - PRESCRIPTION..... | 10 |
| 4.3 - CONCERTATION ET ASSOCIATION..... | 10 |
| 4.4 - CONSULTATION OFFICIELLE DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET ORGANISMES ASSOCIÉS..... | 11 |
| 4.5 - MISE À DISPOSITION DU PUBLIC..... | 11 |
| 4.5 - APPROBATION..... | 13 |
| ANNEXE : GLOSSAIRE..... | 14 |

PREAMBULE

La présente note a pour objet de présenter la modification du Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) de la Chiers sur le territoire de la commune de Longlaville approuvé le 11 octobre 2017.

Cette procédure porte uniquement sur une modification du règlement écrit de la zone « R » de préservation. Cette modification vise une adaptation du règlement de la zone R pour les projets d'intérêt stratégique¹ à vocation industrielle relevant du régime d'autorisation des installations classées. L'enjeu est d'adapter le règlement tout en maintenant un niveau de sécurité équivalent prescrit par le PPRI actuellement en vigueur. Cette modification ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan initial.

I – CONTEXTE LÉGISLATIF

Les PPRI, Plans de Prévention des Risques Inondations valent servitude d'utilité publique au titre de l'article L126-1 du code de l'urbanisme. Leur procédure d'élaboration est prévue aux articles R562-1 et suivants du code de l'environnement.

Les Plans de Prévention des Risques en application de l'article R562-10-1 du code de l'environnement peuvent être modifiés à condition que la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan. La procédure de modification peut notamment être utilisée pour :

- a) Rectifier une erreur matérielle ;
- b) Modifier un élément mineur du règlement ou de la note de présentation ;
- c) Modifier les documents graphiques délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° du II de

l'article L.562-1 du code de l'environnement, pour prendre en compte un changement dans les circonstances de fait.

L'article R562-10-2 du code de l'environnement précise les modalités de modification d'un Plan de Prévention des Risques Naturels :

« I. – La modification est prescrite par un arrêté préfectoral. Cet arrêté précise l'objet de la modification, définit les modalités de la concertation et de l'association des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés, et indique le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations. Cet arrêté est publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et affiché dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable. L'arrêté est publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition.

II. – Seuls sont associés les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés et la concertation et les consultations sont effectuées dans les seules communes sur le territoire desquelles la modification est prescrite. Le projet de modification et l'exposé de ses motifs sont mis à la disposition du public en mairie des communes concernées. Le public peut formuler ses observations dans un registre ouvert à cet effet.

¹ ▪ **Projet d'intérêt stratégique** : Un projet d'intérêt stratégique est un projet, qui peut être de nature résidentielle, industrielle, économique, commerciale, agricole ou autre, dont l'intérêt est justifié au regard des enjeux socio-économiques et territoriaux qu'il porte. La comparaison entre les bénéfices économiques, environnementaux, sociétaux et territoriaux attendus du projet et les coûts et dommages directs et indirects induits par le risque inondation permet d'apprécier l'intérêt stratégique du projet et justifier sa localisation après étude de localisations alternatives à proximité. La recherche de localisations alternatives est à examiner à une échelle supra ou inter-communale. De la même façon, une zone peut être qualifiée de stratégique de par sa localisation ou son potentiel, sous réserve d'une appréciation au regard du risque inondation. L'intérêt stratégique du projet ou de la zone s'évalue, à l'initiative de la collectivité ou du groupement de collectivités en charge de l'urbanisme, après concertation entre les services de l'État et les parties prenantes concernées, lors de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme ou dans le cadre de l'élaboration ou de la révision d'un PPRI. Le cas échéant, l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB), ou en son absence l'EPAGE territorialement concerné, fait partie des parties prenantes associées.

III. – La modification est approuvée par un arrêté préfectoral qui fait l'objet d'une publicité et d'un affichage dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article R562-9 du code de l'environnement.»

II – PRÉSENTATION DU PPRI DE LA CHIERS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LONGLAVILLE

2.1 - Caractéristiques principales des risques

Le PPRI actuel s'appuie sur l'atlas des zones inondables réalisé par le bureau d'études BCEOM en 2007. Le cours d'eau de la Chiers de Longlaville à Charenzy-Vezin, se caractérise par un lit mineur, peu profond, à pente moyenne à faible et dont la vallée est le plus souvent encaissée réduisant ainsi la taille du lit majeur. Sur la partie amont de Longwy à Réhon, la rivière est souterraine sur environ 4 km.

Le développement de la sidérurgie a conduit à la canalisation entre 1910 et 1973 de la Chiers sur les communes de Longwy et Longlaville. Il subsiste donc des ouvrages hydrauliques souterrains couvrant la Chiers dont le plus important, le plus ancien et le plus détérioré est constitué de 9 tronçons sur la commune de Longwy. Cette particularité présente deux inconvénients majeurs : d'une part une limitation du débit transité par les ouvrages souterrains d'où des inondations fréquentes dans les zones amont, et d'autre part, le difficile retour des eaux dans le lit du cours d'eau d'où une durée de submersion plus longue.

Dans l'étude hydraulique BCEOM 2007, en plus du scénario où l'ouvrage fonctionne correctement en crue centennale, les scénarios suivants ont été étudiés pour le même niveau de crue :

- Rupture partielle de l'ouvrage : ce scénario correspond à une diminution ponctuelle de section de 50% au droit de la partie jugée fragile lors d'un diagnostic génie civil de l'ouvrage au niveau de la place de la mairie (place Leclerc) de Longwy ;

- Rupture totale de l'ouvrage : ce scénario correspond à une diminution ponctuelle de section de 90% au droit de la partie jugée fragile lors d'un diagnostic génie civil de l'ouvrage au niveau de la place de la mairie (place Leclerc) de Longwy.

Selon l'étude BCEOM 2007 également, pour une crue centennale (absence du scénario de rupture totale d'ouvrage), un grand nombre de zones de la commune de Longlaville se retrouvent hors zones inondables ou avec une hauteur d'eau moins importante.

Depuis 2007, les ouvrages hydrauliques souterrains, canalisant et recouvrant la rivière Chiers dans la traversée des communes de Longwy et de Longlaville, ont été régularisés au titre de la police de l'eau par arrêté préfectoral du 15 avril 2013.

Lors de l'élaboration du PPRI en vigueur, les services de l'État n'ayant pas eu connaissance de travaux de sécurisation engagés sur les ouvrages autres que les mesures d'urgences, ni de projet finalisé, techniquement et financièrement, laissant entrevoir des travaux dans un avenir proche, le scénario retenu pour l'élaboration du PPRI est le scénario où l'ouvrage pourrait être complètement obstrué (rupture totale de l'ouvrage) dans sa partie située au niveau de la place de la mairie (place Leclerc) à Longwy.

Ce scénario vise à ne pas exposer plus de population dans cette zone où le risque inondation demeure important. Ce scénario d'une rupture totale de l'ouvrage au niveau de la place de la mairie de Longwy, réduit d'autant les capacités d'écoulement et provoque ainsi une sur inondation à l'amont de l'ouvrage notamment sur Longlaville.

Depuis l'approbation du PPRI de Longlaville en 2017 :

- certains ouvrages ont fait l'objet de découverte de la Chiers : c'est le cas du tronçon le plus endommagé au niveau de la place de la mairie (place Leclerc) de Longwy, du secteur « parc des Récollets » en cours de travaux de découverte et du secteur Gare pour lequel un projet de découverte est prévu dans les 5 ans.

- une étude sur l'état des ouvrages de la Chiers est engagée par le Grand Longwy Agglomération (GLA) par délégation de maîtrise d'ouvrage de la DDT en vue de réévaluer l'état des ouvrages et d'envisager de nouveaux travaux de confortement/sécurisation ou de découverte de la Chiers.
- des études hydrologique et hydraulique de la Chiers française amont (de Longlaville à Cons-la-Grandville) et de sa confluence avec la Moulaine sont également engagées par le Grand Longwy Agglomération (GLA) par délégation de maîtrise d'ouvrage de la DDT en vue d'une révision plus globale des PPRI sur la Chiers.

La présente modification du PPRI de Longlaville est donc réalisée selon les mêmes études d'aléas, BCEOM 2007, avec un scénario de rupture totale de l'ouvrage hydraulique au niveau de la place Leclerc de Longwy.

2.2 - Les enjeux identifiés sur le zonage actuel du PPRI

2.2.1 - Mise en cohérence du PPRI avec la révision en cours du PLU de Longlaville

Par délibération en date du 29 mars 2022, la commune de Longlaville a pris l'initiative de réviser son Plan Local d'Urbanisme pour permettre l'implantation de **Projet d'Intérêt Stratégique à vocation industrielle** sur le foncier libre (friche industrielle) dans le prolongement d'une usine existante (Glanzstoff).

Le projet de révision du PLU est cohérent avec la localisation et le potentiel de la zone rive droite du cours d'eau de la Chiers, notamment au regard de son usage antérieur, et sous réserve d'une considération du risque inondation.

Le projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme.

Les évolutions du PLU portent sur le règlement graphique et écrit et la réalisation d'une orientation d'aménagement et de programmation permettant l'implantation de Projet d'Intérêt Stratégique à vocation industrielle.

Les changements concernent :

- Le plan de zonage : le projet prévoit le reclassement de la zone 2AUX à l'ouest de la zone UX occupée par l'usine Glanzstoff en zone 1AUXa permettant l'accueil de projet d'Intérêt Stratégique à vocation industrielle.

- L'adaptation du règlement écrit de la zone 1AUXa pour permettre l'implantation du projet d'Intérêt Stratégique à vocation industrielle.

- La rédaction d'une orientation d'aménagement et de programmation qui définit des exigences en termes d'aménagement (qualité urbaine, environnementale...).

La modification du PPRI est donc en cohérence avec l'actuelle révision du PLU de Longlaville.

2.2.2 - Enjeux environnementaux

La commune de Longlaville n'est pas concernée par un site NATURA 2000. Les sites NATURA 2000 les plus proches sont situés en Belgique « le site des forêts et marais bojociens de Baranzy à Athus » (à Aubange à environ 1,5 km au Nord du ban communal) et au Grand-Duché de Luxembourg « La Zone de Protection Spéciale (ZPS) Minière de la région de Differdange et la Zone de Spéciale de Conservation (ZSC) des anciennes mines et carrières : Differdange Est – Prënzebiërg » (Differdange, Esch-sur-Alzette situées respectivement à 11 et 20 km au Nord Est de Longlaville).

La commune de Longlaville est concernée par la ZNIEFF II « Vallée de la Chiers et de la Crusnes (FR 410030455). Pour rappel, une ZNIEFF de type de II est un grand territoire correspondant à une

combinaison d'unités écologiques présentant des caractéristiques homogènes. Celle-ci couvre 14 383 ha sur le territoire du SCoT Nord 54 sur une cinquantaine de communes. De nombreuses espèces déterminantes de tout ordre sont présentes (batraciens, insectes, oiseaux...). A Longlaville, la ZNIEFF concerne essentiellement la partie forestière au Sud du territoire communal.

Il n'existe pas d'Espace naturel Sensible sur le territoire communal de Longlaville. Le plus proche est situé au Sud-Est et concerne la vallée de la Moulaine.

Il n'existe pas de site géré par le Conservatoire d'Espaces Naturel sur le territoire de Longlaville.

2.2.3 - Enjeux friches industrielles

La commune de Longlaville présente sur son territoire de nombreuses friches industrielles situées en zone R du PPRI actuellement en vigueur sur cette commune. Certaines de ces friches sont également des Secteurs d'Informations sur les Sol (SIS) pour lesquels il existe un enjeu prioritaire de reconquête.

III – OBJETS DE LA MODIFICATION

3.1 - Principe de la modification

Le PPRI actuel autorise en zone « R » de préservation au titre des projets futurs (article 1-2-2 du règlement) « les projets d'intérêt stratégique de nature résidentielle, industrielle, économique, commerciale, agricole ou autre, dont l'intérêt est justifié au regard des enjeux socio-économique et territoriaux qu'ils portent ».

Ainsi, un projet qui a dûment justifié de son intérêt stratégique peut s'implanter avec des prescriptions constructives telles que précisées dans l'article 1-3 du règlement et résumées ainsi :

- Implantation sur vide sanitaire inondable, aérable, vidangeable et non transformable sur pilotis ou autres dispositifs techniques ;
- Le premier niveau de plancher aménagé des constructions devra être implanté au-dessus de la cote de crue de référence majorée de 30 cm. En conséquence, les niveaux situés sous cette cote majorée seront réputés non aménageables pour l'habitation ou toute activité à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial compte tenu de leur caractère inondable. Les équipements sensibles à l'eau devront soit être protégés des effets de la crue soit implantés au-dessus de la cote de crue de référence majorée.

Or, pour les porteurs de projet stratégique à vocation industrielle, ces prescriptions peuvent être impossibles à mettre en œuvre en fonction du process industriel et des équipements nécessaires à leur fonctionnement, à un coût économiquement acceptable.

Localement, ces zones « R » du PPRI sont également d'anciennes friches industrielles pour lesquelles il est préconisé la reconquête et qui pourraient participer à la politique de l'Etat Zéro Artificialisation Nette.

Aussi, afin de lever cette difficulté, une modification du règlement écrit de la zone R du PPRI est prescrite, seule zone hébergeant d'anciennes friches industrielles non réhabilitées (la zone V n'en contenant pas). Cette modification vise donc uniquement une adaptation du règlement de la zone R pour les projets d'intérêt stratégique à vocation industrielle relevant du régime d'autorisation des installations classées.

Cette modification du PPRI n'a pas d'impact sur la sécurité des biens et des personnes.

En effet, les éléments d'information sur la nature du risque démontrent que :

- le scénario sur lequel est basé l'actuel PPRI (rupture totale d'un ouvrage au niveau de la place de la mairie de Longwy qui a depuis été en partie découvert) est probablement majorant concernant les zones inondables. Néanmoins, le risque de rupture existe toujours : il pourrait être situé plus en aval

et les conséquences déportées. La cinétique de crue serait lente et se déroulerait comme le remplissage d'un plan d'eau avec des vitesses faibles ;

- des travaux de découverte sont d'ores et déjà en cours et programmés sur les secteurs du Parc des Récollets et de la Gare ;

- d'autres travaux de confortement/découverte seront également définis dans le cadre du diagnostic des ouvrages souterrains réalisée par la GLA par délégation de maîtrise d'ouvrage de la DDT.

La modification du règlement de la zone R de préservation du PPRi pour l'implantation de projet d'intérêt stratégique à vocation industrielle relevant du régime d'autorisation des installations classées permet de garantir un niveau équivalent de sécurité puisqu'elle ne peut être autorisée sous réserve de :

- démontrer la neutralité hydraulique du projet et ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposés présents préalablement à l'installation du projet ;

- justifier par une analyse technico-économique de l'impossibilité de mettre en œuvre des prescriptions telles l'installation du premier niveau de plancher aménagé au-dessus de la cote de crue de référence majorée de 30 cm ;

- mettre en place de dispositifs de sécurité adaptés ainsi que des mesures de réduction de la vulnérabilité pour son site.

3.2 - Détail de la modification

La modification concerne uniquement le règlement écrit du PPRi de Longlaville et plus spécifiquement les règles concernant les zones R de préservation. Le rapport de présentation sera modifié à la marge pour indiquer que la modification est faite à Plan de Gestion des Risques Inondations constant. Les objectifs et dispositions du PGRI 2022-2027 ne s'appliquant qu'aux seules élaborations et révisions des PPRi à l'exclusion des modifications.

Le zonage du PPRi actuel, la carte d'aléas avec l'hypothèse de l'ouvrage totalement obstrué, l'annexe « Mesures non obligatoires tendant à faciliter le retour à la normale après la crue » ne sont pas modifiés.

3.2.1 - Règlement actuel de la zone R (zone de préservation)

Les termes suivis de (*) sont expliqués dans l'Annexe 1 : Glossaire.

Article 1.2 « Projets autorisés sous conditions :

Sont autorisés à la condition de ne pas aggraver et de créer de nouveaux risques et /ou de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposées » :

« 1-2-2 Au titre des projets futurs :

- Les suppressions ou les modifications d'obstacles à l'écoulement des eaux, les travaux destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation, y compris les systèmes de détection et d'alerte.

- Les équipements d'infrastructures et d'intérêt collectif et les constructions et installations nécessaires à leur réalisation et à leur exploitation, sous la réserve expresse de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique ou financière de construire hors zones à risques. La même justification est demandée lors du développement d'ouvrages existants.

- Les projets d'intérêt stratégique (*) de nature résidentielle, industrielle, économique, commerciale, agricole ou autre, dont l'intérêt est justifié au regard des enjeux socio-économique et territoriaux qu'il porte.

- Les haltes nautiques ne comprenant que les constructions et installations indispensables aux sports nautiques et au tourisme fluvial à condition que le premier plancher des bâtiments soit au-dessus de la cote de la crue de référence. L'usage de ces bâtiments à des fins d'hôtellerie, d'habitation, même occasionnelle, ou de restauration est formellement exclu.

- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, ainsi que les constructions et installations liées et nécessaires à ces équipements, à condition que le matériel d'accompagnement sous la cote de référence soit démontable ou ancré au sol. La superficie de ces constructions sera limitée à 40 m² d'emprise au sol. Cette limite s'applique globalement à l'ensemble des constructions et extensions, qu'elles soient réalisées en une ou plusieurs fois, et pour un même ensemble fonctionnel d'installations.

- Les constructions, installations et travaux nécessaires à la mise en conformité avec d'autres textes d'ordre législatif ou réglementaire.

- Les carrières (en dehors du lit mineur et des zones de mobilité résiduelle des cours d'eau), les bassins, les dépôts de matériaux non polluants extraits ainsi que les installations liées à leur exploitation, à condition que les superstructures soient déplaçables ou ancrées afin de résister aux effets d'entraînement résultant de la crue de référence. Dans ce dernier cas, le matériel électrique doit être démontable et les installations et stocks de matériaux doivent être placés dans le sens du courant. Les stocks et dépôts de matériaux seront circonscrits au périmètre d'exploitation.

- Les cultures sur les terrains déjà affectés à cet usage. Afin d'éviter une érosion accélérée des terrains en cas de crue, seront privilégiées des pratiques permettant d'assurer un couvert végétal pendant les périodes de forts risques d'inondations (ex : culture d'automne, culture intermédiaire précédant l'implantation de culture de printemps, prairies, maintien des chaumes, etc.).

- Les clôtures strictement nécessaires aux usages agricoles sous condition qu'elles ne perturbent pas l'écoulement des eaux. Elles seront constituées de poteaux espacés de 3 mètres au moins et de un à quatre fils. Pour les pâtures destinées aux ovins, seront admis les "grillages à moutons" de maille carrée 10cmx10cm ou rectangulaire 20cmx10cm.

- Les plantations d'arbres de haute tige formant un alignement, celui-ci doit être dans le sens du courant.

D'une manière générale, toute demande d'autorisation d'une construction ou installation nouvelle en zone R, dans le cadre fixé ci-dessus, sera soumise, notamment en ce qui concerne les mesures compensatoires (*) proposées par le maître d'ouvrage, pour avis conforme au service chargé de la police de l'eau. »

Article 1-3 « Prescriptions constructives et diverses pour les projets futurs visées à l'article 1-2 :

Les prescriptions suivantes ont pour objet de réduire la vulnérabilité des projets futurs situés sous la cote de crue de référence:

- a) Implantation sur vide sanitaire inondable, aérable, vidangeable et non transformable, sur pilotis ou autres dispositifs techniques permettant de satisfaire à l'objectif (à l'exception des changements de destination) dans le respect des différentes réglementations, notamment des règles parasismiques.
- b) Le premier niveau de plancher aménagé des constructions devra être implanté au-dessus de la cote de crue de référence majorée de 30 cm. En conséquence, les niveaux situés sous cette cote majorée seront réputés non aménageables pour l'habitation ou toute activité à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial compte tenu de leur caractère inondable. Les équipements sensibles à l'eau devront soit être protégés des effets de la crue soit implantés au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- c) La réalisation de niveaux enterrés est interdite.
- d) Les éventuels remblais devront être strictement limités aux accès et présenter un faible volume.
- e) Toute partie de construction ou équipement, situés sous la cote de crue de référence majorée sera réalisée suivant des techniques appropriés et des mesures d'étanchéité adaptées (à titre d'exemple : clapets anti-retour, utilisation de matériaux insensibles à l'eau et résister aux écoulements).
- f) Le réseau électrique des bâtiments devra être insensible aux effets de la crue (à titre d'exemple : dispositif de mise hors service automatique à l'aval des appareils de comptage, gaines étanches...) ou à défaut installé au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- g) En cas d'installation d'appareils de chauffage utilisant un combustible liquide et d'installations de stockage du combustible, ceux-ci seront installés au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- h) Les citernes et cuves d'hydrocarbures et de combustibles liquides seront suffisamment ancrés pour résister aux effets de la crue et devront être étanches en cas de submersion. En cas d'implantation extérieure, il conviendra de matérialiser leurs emprises.
- i) Les réseaux collectifs (énergie, télécommunication, eau, assainissement) seront conçus afin de résister aux effets de la crue ou à défaut installé au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- j) Les produits dangereux ou polluants, notamment ceux dont l'étiquetage appartient aux familles R14, R29, R50 à 56, et R58 devront être stockés dans des récipients étanches résistants aux effets de la crue ou au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- k) Les clôtures devront permettre le libre écoulement des eaux et tout particulièrement celles situées perpendiculairement aux écoulements. À ce titre, les murs maçonnés seront donc proscrits. Les grillages ou éléments de clôtures similaires devront présenter des mailles lâches (maille rectangulaire 20x5cm ou 20cmx10cm par exemple).
- l) Dans le cadre des opérations de maraîchage, seuls les tunnels seront autorisés en zone inondable.
- m) Il conviendra de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter l'entraînement des différents matériaux mobilisables par une crue (bois, foin, paille...) ».

3.2.2 - Justification de la modification du règlement de la zone R du règlement

Dans le règlement actuel de la zone R de préservation, il est donc possible de construire un projet d'intérêt stratégique sous réserve de sa justification et en respectant toutes les prescriptions précédentes.

La modification du règlement du PPRi permet l'implantation de sites industriels d'intérêt stratégique relevant du régime d'autorisation des installations classées et soumis à étude d'impact au titre du code de l'environnement en soumettant sous conditions de prescriptions spécifiques en zone « R ».

L'article 1.2 existant est inchangé par rapport au règlement de la zone R.

L'article 1.3 est complété par un paragraphe précisant les prescriptions spécifiques pour les projets d'intérêt stratégiques à vocation industrielle relevant du régime d'autorisation des installations classées et soumis à étude d'impact.

Pour les projets d'intérêt stratégique à vocation industrielle relevant du régime d'autorisation des installations classées et soumis à étude d'impact, à l'exclusion de tout local destiné à l'habitation occasionnelle ou saisonnière ou tout autre lieu de sommeil, il est possible de déroger aux prescriptions précédentes sous réserve :

- de justifier par une analyse technico-économique de l'impossibilité de mettre en œuvre des solutions techniques permettant le respect des prescriptions ;
- de déterminer, pour les bâtiments industriels nouveaux ou leurs extensions, la cote supérieure du premier niveau de plancher en fonction de la vulnérabilité des personnes et des biens pour limiter l'exposition aux risques, et en tenant compte de la nécessité des processus de production ;

- de démontrer la neutralité hydraulique du projet et de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposés présentes préalablement à l'installation du projet ;
- que le projet prévoit des mesures de réduction de la vulnérabilité permettant de limiter les dommages aux biens et impacts aux milieux en cas de crue et de favoriser le retour à la normale (étanchéité, zone de refuge,...)
- que le projet prévoit la mise en place de dispositifs d'alerte et de sécurité adaptés pour assurer l'évacuation ou la mise à l'abri des personnes (système d'alarme et d'évacuation).

3.2.3 - Règlement futur de la zone R (zone de préservation)

La future rédaction est la suivante. En bleu, les éléments nouveaux sont identifiés (voir paragraphe précédent).

Article 1.2 « Projets autorisés sous conditions :

Sont autorisés à la condition de ne pas aggraver et de créer de nouveaux risques et /ou de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposées » :

« 1-2-2 Au titre des projets futurs :

- Les suppressions ou les modifications d'obstacles à l'écoulement des eaux, les travaux destinés à réduire les conséquences du risque d'inondation, y compris les systèmes de détection et d'alerte.
- Les équipements d'infrastructures et d'intérêt collectif et les constructions et installations nécessaires à leur réalisation et à leur exploitation, sous la réserve expresse de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique ou financière de construire hors zones à risques. La même justification est demandée lors du développement d'ouvrages existants.
- Les projets d'intérêt stratégique de nature résidentielle, industrielle, économique, commerciale, agricole ou autre, dont l'intérêt est justifié au regard des enjeux socio-économique et territoriaux qu'il porte.
- Les haltes nautiques ne comprenant que les constructions et installations indispensables aux sports nautiques et au tourisme fluvial à condition que le premier plancher des bâtiments soit au-dessus de la cote de la crue de référence. L'usage de ces bâtiments à des fins d'hôtellerie, d'habitation, même occasionnelle, ou de restauration est formellement exclu.
- Les espaces verts, les aires de jeux et de sports, ainsi que les constructions et installations liées et nécessaires à ces équipements, à condition que le matériel d'accompagnement sous la cote de référence soit démontable ou ancré au sol. La superficie de ces constructions sera limitée à 40 m² d'emprise au sol. Cette limite s'applique globalement à l'ensemble des constructions et extensions, qu'elles soient réalisées en une ou plusieurs fois, et pour un même ensemble fonctionnel d'installations.
- Les constructions, installations et travaux nécessaires à la mise en conformité avec d'autres textes d'ordre législatif ou réglementaire.
- Les carrières (en dehors du lit mineur et des zones de mobilité résiduelle des cours d'eau), les bassins, les dépôts de matériaux non polluants extraits ainsi que les installations liées à leur exploitation, à condition que les superstructures soient déplaçables ou ancrées afin de résister aux effets d'entraînement résultant de la crue de référence. Dans ce dernier cas, le matériel électrique doit être démontable et les installations et stocks de matériaux doivent être placés dans le sens du courant. Les stocks et dépôts de matériaux seront circonscrits au périmètre d'exploitation.
- Les cultures sur les terrains déjà affectés à cet usage. Afin d'éviter une érosion accélérée des terrains en cas de crue, seront privilégiées des pratiques permettant d'assurer un couvert végétal pendant les périodes de forts risques d'inondations (ex : culture d'automne, culture intermédiaire précédant l'implantation de culture de printemps, prairies, maintien des chaumes, etc.).
- Les clôtures strictement nécessaires aux usages agricoles sous condition qu'elles ne perturbent pas l'écoulement des eaux. Elles seront constituées de poteaux espacés de 3 mètres au moins et de un à quatre fils. Pour les pâtures destinées aux ovins, seront admis les "grillages à moutons" de maille carrée 10cmx10cm ou rectangulaire 20cmx10cm.
- Les plantations d'arbres de haute tige formant un alignement, celui-ci doit être dans le sens du courant.

D'une manière générale, toute demande d'autorisation d'une construction ou installation nouvelle en zone R, dans le cadre fixé ci-dessus, sera soumise, notamment en ce qui concerne les mesures compensatoires (*) proposées par le maître d'ouvrage, pour avis conforme au service chargé de la police de l'eau. »

Article 1-3 « Prescriptions constructives et diverses pour les projets futurs visées à l'article 1-2 :

Les prescriptions suivantes ont pour objet de réduire la vulnérabilité des projets futurs situés sous la cote de crue de référence:

- Implantation sur vide sanitaire inondable, aérable, vidangeable et non transformable, sur pilotis ou autres dispositifs techniques permettant de satisfaire à l'objectif (à l'exception des changements de destination) dans le respect des différentes réglementations, notamment des règles parasismiques.
- Le premier niveau de plancher aménagé des constructions devra être implanté au-dessus de la cote de crue de référence majorée de 30 cm. En conséquence, les niveaux situés sous cette cote majorée seront réputés non aménageables pour l'habitation ou toute activité à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial compte tenu de leur caractère inondable. Les équipements sensibles à l'eau devront soit être protégés des effets de la crue soit implantés au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- La réalisation de niveaux enterrés est interdite.
- Les éventuels remblais devront être strictement limités aux accès et présenter un faible volume.
- Toute partie de construction ou équipement, situés sous la cote de crue de référence majorée sera réalisée suivant des techniques appropriés et des mesures d'étanchéité adaptées (à titre d'exemple : clapets anti-retour, utilisation de matériaux insensibles à l'eau et résister aux écoulements).
- Le réseau électrique des bâtiments devra être insensible aux effets de la crue (à titre d'exemple : dispositif de mise hors service automatique à l'aval des appareils de comptage, gaines étanches...) ou à défaut installé au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- En cas d'installation d'appareils de chauffage utilisant un combustible liquide et d'installations de stockage du combustible, ceux-ci seront installés au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- Les citernes et cuves d'hydrocarbures et de combustibles liquides seront suffisamment ancrés pour résister aux effets de la crue et devront être étanches en cas de submersion. En cas d'implantation extérieure, il conviendra de matérialiser leurs emprises.

- i) Les réseaux collectifs (énergie, télécommunication, eau, assainissement) seront conçus afin de résister aux effets de la crue ou à défaut installé au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- j) Les produits dangereux ou polluants, notamment ceux dont l'étiquetage appartient aux familles R14, R29, R50 à 56, et R58 devront être stockés dans des récipients étanches résistants aux effets de la crue ou au-dessus de la cote de crue de référence majorée.
- k) Les clôtures devront permettre le libre écoulement des eaux et tout particulièrement celles situées perpendiculairement aux écoulements. À ce titre, les murs maçonnés seront donc proscrits. Les grillages ou éléments de clôtures similaires devront présenter des mailles lâches (maille rectangulaire 20x5cm ou 20cmx10cm par exemple).
- l) Dans le cadre des opérations de maraîchage, seuls les tunnels seront autorisés en zone inondable.
- m) Il conviendra de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter l'entraînement des différents matériaux mobilisables par une crue (bois, foin, paille...) ».

n) Pour les projets d'intérêt stratégique à vocation industrielle relevant du régime d'autorisation des installations classées et soumis à étude d'impact, à l'exclusion de tout local destiné à l'habitation occasionnelle ou saisonnière ou tout autre lieu de sommeil, il est possible de déroger aux prescriptions précédentes sous réserve :

- de justifier par une analyse technico-économique de l'impossibilité de mettre en œuvre des solutions techniques permettant le respect des prescriptions ;*
- de déterminer, pour les bâtiments industriels nouveaux ou leurs extensions, la cote supérieure du premier niveau de plancher en fonction de la vulnérabilité des personnes et des biens pour limiter l'exposition aux risques, et en tenant compte de la nécessité des processus de production ;*
- de démontrer la neutralité hydraulique du projet et de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposés présentes préalablement à l'installation du projet ;*
- que le projet prévoit des mesures de réduction de la vulnérabilité permettant de limiter les dommages aux biens et impacts aux milieux en cas de crue et de favoriser le retour à la normale (étanchéité, zone de refuge,...)*
- que le projet prévoit la mise en place de dispositifs d'alerte et de sécurité adaptés pour assurer l'évacuation ou la mise à l'abri des personnes (système d'alarme et d'évacuation).*

IV – PROCÉDURE DE MODIFICATION

4.1 - Évaluation environnementale

Suite au décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement, le projet de modification de ce plan de prévention des risques ne fait pas l'objet d'une évaluation environnementale (décision de l'autorité environnementale n°MRAe 2022DKGE188 du 27 octobre 2022).

4.2 - Prescription

La modification a été prescrite par l'arrêté préfectoral n°2022/DDT/ERC/135 du 16 décembre 2022. Cet arrêté détermine les modalités d'association et de concertation avec les collectivités concernées et les modalités de mise à disposition du projet de modification de PPRI au public.

Cet arrêté a été complété par un second arrêté préfectoral n°2023/DDT/ERC/018 du 22 mars 2023 définissant les modalités de mise à disposition du public du projet de modification du Plan de Prévention des Risques Inondations de la Chiers sur le territoire de la commune de Longlaville.

4.3 - Concertation et association

Sont associées à la procédure de modification du PPRI : la commune de Longlaville ; l'Agglomération du Grand Longwy, au titre de ses compétences en matière d'urbanisme et au titre de sa compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

Une première réunion de concertation des parties prenantes a été organisée le 4 janvier 2023 à la mairie de Longlaville et une seconde en visio-conférence le 26 janvier 2023. Ces deux réunions ont permis d'expliquer la modification envisagée du règlement du PPRI. Les collectivités acceptent la formulation envisagée dans le projet de règlement du plan de prévention des risques modifiées.

4.4 - Consultation officielle des collectivités locales et organismes associés

Par courrier du préfet du 14 mars 2023, il a été demandé officiellement à la commune de Longlaville et au Grand Longwy Agglomération de se prononcer sur le projet de modification du PPRI avant le début de la mise à disposition du public soit le 3 avril 2023.

Le dossier de consultation comprenait : le projet de PPRI modifié (notice de présentation de la modification, rapport de présentation et règlement modifiés, zonage, carte d'aléa et annexe non modifiés).

Par courrier du 31 mars 2023, le maire de Longlaville a donné un avis favorable sur le dossier de modification du PPRI.

Par courrier du 31 mars 2023, le président du Grand Longwy Agglomération a donné un avis favorable sur le dossier de modification du PPRI.

Les avis des collectivités locales ont été ajoutées au dossier mis à disposition du public.

4.5 - Mise à disposition du public

Conformément à l'article R.562-10-2 du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023 définit les modalités de mise à disposition du public du projet de la modification du Plan de Prévention des Risques Inondations de la Chiers sur le territoire de la commune de Longlaville.

Cet arrêté préfectoral du 22 mars 2023 a été affiché en mairie de Longlaville et au siège du Grand Longwy Agglomération au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition du public et pendant tout le mois de la mise à disposition du public comme attesté par les certificats d'affichage du 4 mai 2023 de la mairie de Longlaville et du 24 mars 2023 du Grand Longwy Agglomération.

La publicité de cette mise à disposition a été faite dans le journal « Le Républicain Lorrain » dans l'édition du 24 mars 2023 et publiée dans le recueil des actes administratifs n°021 du 23 mars 2023 de Meurthe-et-Moselle.

Le projet de modification du PPRI a été mis à disposition du public pendant un mois du 3 avril au 3 mai 2023 en mairie de Longlaville et au siège du Grand Longwy Agglomération (à Réhon).

Le dossier de mise à disposition du public contenait les éléments suivants

- l'arrêté préfectoral de prescription de la modification du PPRI ;
- la notice de présentation ;
- le PPRI modifié ;
- les comptes-rendus des réunions de concertation du 4 et 26 janvier 2023 ;
- les avis des collectivités locales à la consultation officielle ;
- la note de présentation transmise à l'autorité environnementale et l'avis de cette dernière ;
- l'arrêté préfectoral de définition des modalités de mise à disposition du public du projet de PPRI.

Le public pouvait consigner ses observations et remarques dans un registre mis à sa disposition en mairie de Longlaville et au siège du Grand Longwy Agglomération (à Réhon).

A la fin de la période de consultation, le registre disponible au siège du Grand Longwy Agglomération a fait l'objet d'aucune remarque.

Le registre disponible en mairie de Longlaville quant à lui a fait l'objet de cinq remarques.

Le tableau suivant présente les remarques/observations du registre et les réponses apportées par la DDT aux questions.

| Remarque – Formulation exacte du public | Réponse apportée |
|---|--|
| <p>« Je constate que la révision du PPRI est plus que nécessaire compte tenu des travaux réalisés à Longwy Bas. La modification considère qu'il ne s'est rien passé depuis 2007. La dimension transfrontalière de la rivière n'est pas prise en compte. Les Luxembourgeois ont pourtant fait des travaux qui pourraient avoir un impact. »</p> | <p>Comme indiqué dans la notice de présentation (page 4-5), des études hydrologique et hydraulique de la Chiers française amont (de Longlaville à Cons la Grandville) et de sa confluence avec la Moulaine sont engagées en vue d'une révision plus globale des PPRI sur la Chiers. Cette révision prendra en compte l'ensemble des travaux de découverte de la Chiers notamment ceux de Longwy Bas et utilisera des données hydrologiques plus récente tenant compte notamment des travaux transfrontaliers sur la Chiers. A terme, l'ensemble des PPRI existants sur ce secteur de la Chiers seront révisés (communes de Longlaville, Longwy et Mont-Saint-Martin).</p> |
| <p>« Ces terrains sont en friche depuis des décennies alors qu'ils devraient être réutilisés pour des activités industrielles. La modification du PPRI est une chance pour le territoire qui va pouvoir accueillir l'usine de CARBIOS. Non seulement le territoire va pouvoir renouer avec sa tradition industrielle, mais cela sera fait avec une société innovante spécialisée dans l'écologie. »</p> | <p>Cette observation n'amène pas de réponse particulière.</p> |
| <p>« Je suis favorable à la révision du PPRI qui bloque le développement économique et la création d'emplois. Cependant, cette modification ne doit pas se faire à n'importe quel prix et il est important de bien la limiter à des activités industrielles stratégiques. Cette zone doit rester à vocation industrielle et uniquement pour des entreprises à forte valeur ajoutée. »</p> | <p>Le projet de modification du PPRI porte uniquement sur une modification du règlement écrit de la zone « R » de préservation. Cette modification vise une adaptation du règlement de la zone R pour les projets d'intérêt stratégique. La définition de projet d'intérêt stratégique est inchangée dans ce projet de modification. Pour rappel ; un projet d'intérêt stratégique est un projet, qui peut être de nature résidentielle, industrielle, économique, commerciale, agricole ou autre, dont l'intérêt est justifié au regard des enjeux socio-économiques et territoriaux qu'il porte. La comparaison entre les bénéfices économiques, environnementaux, sociétaux et territoriaux attendus du projet et les coûts et dommages directs et indirects induits par le risque inondation permet d'apprécier l'intérêt stratégique du projet et justifier sa localisation après étude de localisations alternatives à proximité. La recherche de localisations alternatives est à examiner à une échelle supra ou inter-communale. De la même façon, une zone peut être qualifiée de stratégique de par sa localisation ou son potentiel, sous réserve d'une appréciation au regard du risque inondation. L'intérêt stratégique du projet ou de la zone s'évalue, à l'initiative de la collectivité ou du groupement de collectivités en charge de l'urbanisme, après concertation entre les services</p> |

| | |
|---|---|
| | <p>de l'État et les parties prenantes concernées, lors de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme ou dans le cadre de l'élaboration ou de la révision d'un PPRI. Le cas échéant, l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB), ou en son absence l'EPAGE territorialement concerné, fait partie des parties prenantes associées.</p> <p>Cette notion de projet d'intérêt stratégique permet de cibler uniquement les projets qui ont un fort intérêt pour les collectivités.</p> |
| « L'installation de Carbios à Longlaville est une belle opportunité que la modification du PPRI permet de saisir. C'est une fierté de pouvoir avoir à Longlaville une entreprise qui permet de recycler le plastique avec un procédé innovant et contribuer à lutter contre le fléau de la pollution du plastique ». | Cette observation n'amène pas de réponse particulière. |
| <p>« Le lancement en zone inondable [illisible] Pas d'inondation durant la décennie mais il y a des découvertes de la Chiers pour limiter les risques . Cette décision va dans le bon sens pour renforcer l'activité d'une nouvelle usine. Cette modification ne va pas arrêter l'installation de CARBIOS il est important de poursuivre les travaux sur la Chiers pour supprimer tous risques d'inondations et permettre la suppression de classement en zone inondable sur une zone [illisible] ».</p> <p>Cette remarque est difficilement lisible dans le registre.</p> | Cette observation n'amène pas de réponse particulière. |

Les observations du public ne remettent pas en cause le projet de modification du PPRI de la Chiers sur le territoire de la commune de Longlaville.

4.5 - Approbation

Le projet de modification du PPRI n'est pas modifié suite à la phase de consultation des collectivités locales et de la mise à disposition du public.

Le projet de modification du PPRI est approuvé par arrêté préfectoral.

Cette approbation fait l'objet d'une publicité et d'un affichage dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article R.562.9 du code de l'environnement.

Le PPRI approuvé vaut servitude d'utilité publique (article L.562.4 du code de l'environnement). Il doit à ce titre être annexé au document d'urbanisme, conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme. Dès lors, le règlement du PPRI est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités, sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires.

ANNEXE : GLOSSAIRE

- **Aléa** : L'aléa est défini comme étant l'intensité d'un phénomène de probabilité donnée. Pour les crues, plusieurs niveaux d'aléa sont distingués en fonction des intensités associées aux paramètres physiques de la crue de référence (généralement hauteurs d'eau, vitesses d'écoulement et durée de submersion).
- **Annexe à la construction** : Il s'agit d'un accessoire et non d'une extension de la construction principale, située sur le même terrain. De faibles dimensions par rapport à la construction principale, elle en est séparée matériellement et ne communique pas avec elle. Le bâtiment annexe est affecté à une destination complémentaire à celle de la construction principale : garage, local de stockage des ordures ménagères, abri de jardin, réserves, remises à bois, ateliers non professionnels...
- **Cote** : Altitude d'un point par rapport au niveau moyen de la mer. En France, le système retenu est celui qu'on appelle IGN 69.
- **Compensations** : Mesures en contrepartie, décidées pour contrebalancer les impacts d'un ouvrage, d'une activité, d'une construction... qui seraient néanmoins autorisés.
- **Crue de référence** : Crue servant de base minimale à l'élaboration d'un projet. La crue de référence d'un PPRi est par exemple la crue historique la plus importante connue ou a minima la crue centennale modélisée.
- **Dispositions constructives** : Mesures qu'il appartient au constructeur de concevoir et de mettre en œuvre afin d'assurer l'intégrité de son ouvrage ; elles relèvent du code de la construction et de l'habitation et non du code de l'urbanisme.
- **Enjeux** : Personnes, biens, activités, moyens, patrimoine, ... susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel (appréciation des situations présentes et futures).
- **Extension** : Construction attenante à un bâti déjà existant et qui en prolonge l'activité.
- **Matériaux peu sensibles à l'eau** : Il s'agit de matériaux qui à l'occasion d'une submersion ne nécessite pas leur remplacement, ni une rénovation d'un coût équivalent à leur remplacement.
- **Nomenclature des produits dangereux** : R14 : réagit violemment au contact de l'eau R29 : au contact de l'eau, dégage des effets toxiques R50 : très toxique pour les organismes aquatiques R51 : toxique pour les organismes aquatiques R52 : nocifs pour les organismes aquatiques R53 : peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique R54 : toxique pour la flore R55 : toxique pour la faune R56 : toxique pour les organismes du sol R58 : peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement.
- **NGF-IGN69** : Nivellement général de la France dont les références ont été modifiées en 1969. Le système d'altitude du réseau NGF-IGN69 est un système d'altitude normal calculé en utilisant des mesures de pesanteur réelle.
- **Projet d'intérêt stratégique** : Un projet d'intérêt stratégique est un projet, qui peut être de nature résidentielle, industrielle, économique, commerciale, agricole ou autre, dont l'intérêt est justifié au regard des enjeux socio-économiques et territoriaux qu'il porte. La comparaison entre les bénéfices économiques, environnementaux, sociétaux et territoriaux attendus du projet et les coûts et dommages directs et indirects induits par le risque inondation permet d'apprécier l'intérêt stratégique du projet et justifier sa localisation après étude de localisations alternatives à proximité. La recherche de localisations alternatives est à examiner à une échelle supra ou inter-communale. De la même façon, une zone peut être qualifiée de stratégique de par sa localisation ou son potentiel, sous réserve d'une appréciation au regard du risque inondation. L'intérêt stratégique du projet ou de la zone s'évalue, à l'initiative de la collectivité ou du groupement de collectivités en charge de l'urbanisme, après concertation entre les services de l'État et les parties prenantes concernées, lors de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme ou dans le cadre de l'élaboration ou de la révision d'un PPRi. Le cas échéant, l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB), ou en son absence l'EPAGE territorialement concerné, fait partie des parties prenantes associées.
- **Prévention** : Ensemble des dispositions visant à réduire les impacts d'un phénomène naturel (connaissance des aléas ; réglementation de l'occupation des sols; mesures actives et passives de protection ; information préventive ; prévisions ; alerte ; plans de secours...).
- **Risque majeur** : Risque dont les effets prévisibles mettent en jeu un grand nombre de personnes, des dommages importants et dépassent les capacités de réaction des instances directement concernées.
- **Risques naturels prévisibles** : Pertes probables en vies humaines, en biens et en activités consécutives à la survenance à l'échelle humaine d'un aléa naturel.
- **Servitude d'utilité publique** : Charge instituée en vertu d'une législation propre ; affectant l'utilisation du sol, elle doit figurer en annexe au plan local d'urbanisme (PLU).

- **Vulnérabilité** : Fragilité d'un système dans son ensemble et évaluation de sa capacité à surmonter la crise provoquée par l'aléa. La vulnérabilité peut être économique ou humaine ou environnementale.
- **Zones d'écoulement** : Il s'agit des zones du champ d'inondation dans lesquelles l'eau a une vitesse non nulle.
- **Zone d'expansion des crues** : Espace naturel ou aménagé où se répandent les eaux lors du débordement des cours d'eau dans leur lit majeur (c'est-à-dire lors d'une inondation) ou suite à surverse ou défaillance d'ouvrages faisant temporairement obstacle à l'écoulement des eaux. Le stockage momentané des eaux écrête la crue en étalant sa durée d'écoulement. Ce stockage participe au fonctionnement des écosystèmes aquatiques et terrestres.
- **Zone de mobilité résiduelle des cours d'eau** : Espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer.
- **Zone d'expansion des crues non urbanisées ZEC-NU** : Les zones d'expansion des crues non urbanisées sont à préserver de manière prioritaire. Le caractère urbanisé ou non de l'espace s'apprécie au regard de la réalité physique de l'occupation du sol.